

Ils achètent des forêts pour les protéger

SUD - OUEST 10 DEC. 2022

Les membres du groupement forestier citoyen (GFC) Lu Picatau ont constitué un trésor de guerre de 52 hectares autour de Piégut-Pluviers, en Périgord vert



Emilie Delpeyrat
e.delpeyrat@sudouest.fr

DES ÉMULES

La réussite de Lu Picatau, Le Pic noir en occitan, en a inspiré d'autres en Périgord. À commencer par le GFF Lescurau à Saint-Pierre-de-Frugie, qui a lui-même contribué à guider les fondateurs de deux autres groupements en cours de création dans la Double (Les Feuillus de la Double) et un autre à La Tour-Blanche et Léguillac-de-Cercles (Troncs communs).

Et si la meilleure façon de préserver la forêt était d'en devenir soi-même propriétaire ? Au nord de la Dordogne, des habitants, révoltés « par la multiplication des coupes rases qui saignent à blanc les massifs » du Périgord vert, ont rassemblé leurs énergies pour créer Lu Picatau, un groupement forestier citoyen (GFC). En fonction de ses moyens, chacun a mis au pot comme il l'aurait fait en intégrant une société civile immobilière et le capital récolté a financé l'achat d'une poignée d'hectares de bois autour de Piégut-Pluviers et d'Abjat-sur-Bandiât.

« Les fondateurs du GFC se sont inspirés d'une initiative développée dans le Morvan, en Bourgogne, glisse Marguerite Villedey, fabricante de peignes en corne artisanaux à Saint-Martin-le-Pin (24) et l'une des quatre membres du comité de gérance. Juridiquement parlant, il était impossible de s'organiser autrement qu'en société civile d'investissement pour acquérir de la surface forestière. »

100 euros la part

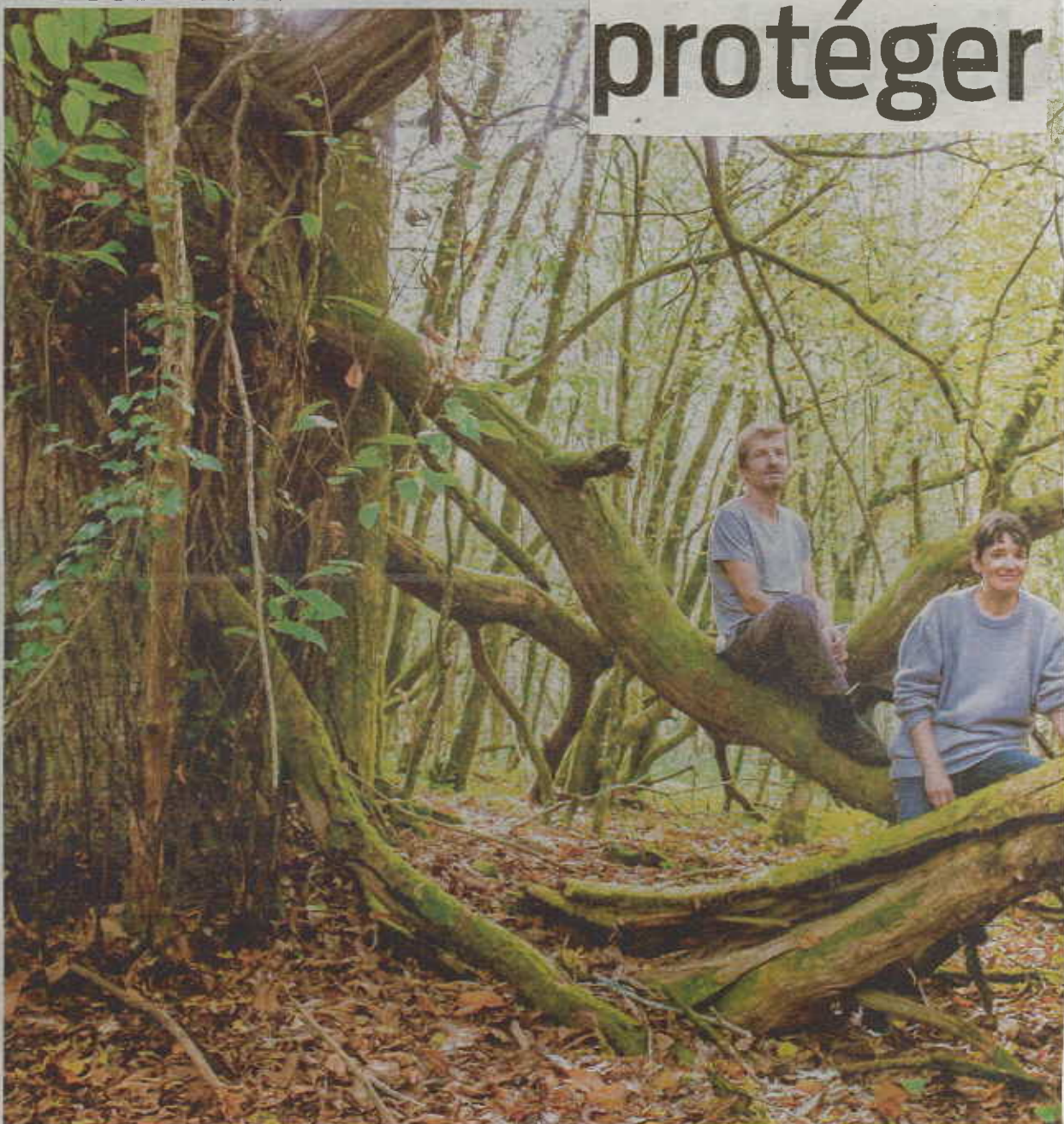
Le cadre juridique du GFC a-t-il concouru à son succès ? Deux ans après sa création en 2020, Lu Picatau réunit 125 associés, 59 hommes et 66 femmes, installés principalement dans le nord de la Dordogne et en Cha-

rente. Certains détiennent une part sociale du GFC, d'autres plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines. « Personnellement, je n'ai qu'une part à 100 euros, glisse Marguerite Villedey. Je crois que le plus gros associé en détient 150 au maximum. »

« Lu Picatau n'est pas là pour mettre les forêts sous cloche »

Au gré des augmentations du capital, Lu Picatau a pu se positionner sur les parcelles de bois proposées à la vente dans le secteur de Piégut-Pluviers. Concurrency sur les prix oblige, le GFC a dû renoncer à en acheter certaines. Mais la plupart des négociations sont allées à leur terme. « Pour peu qu'on les paie au prix du marché, les intéressés sont ouverts à nos propositions », constate Julia Demarque, une graphiste de 37 ans associée à Lu Picatau.

« Les gens aiment leurs arbres et les savoir protégés chez nous plutôt que livrés à des professionnels de la coupe rase », affirme Marguerite Villedey. Dans le meilleur des cas, certains propriétaires vont même jusqu'à proposer un échange : leurs hectares de bois contre une ou plu-



De gauche à droite : Étienne Mériaux, Marguerite Villedey, Julia Demarque et Emmanuel Repérant. LOÏC MAZALREY / « SUD OUEST »

sieurs parts sociales du GFC. « Pour nous, c'est une aubaine. Les choses sont encore plus simples », indiquent les deux associées.

Pas de forêt sanctuaire

De fil en aiguille, le GFC a réussi à constituer un trésor de guerre de 52 hectares de bois répartis sur dix communes de Dordogne et de Haute-Vienne : Le Bourdeix, Saint-Martin-Le-Pin, Busserolles,

Saint-Saud-Lacoussière, Piégut-Pluviers, Connezac, Maisonnais-sur-Tardoire, Saint-Barthélemy-de-Bussière, Maisonnais-sur-Tardoire (87) et Marval (87). Géographie oblige, chaque forêt a sa singularité.

« On est globalement sur des forêts mixtes ou paysannes qui mélangent différentes essences d'arbres, mais d'une parcelle à l'autre, et même au sein d'une même parcelle, il peut y avoir

des variétés plus présentes que d'autres et il faut en tenir compte », indique Marguerite Villedey. De la nature des essences présentes va dépendre le traitement qui pourra être appliqué à la forêt. « On peut très bien les laisser en libre évolution ou alors intervenir à minima, avec essentiellement des éclaircies, sur les zones qui en ont besoin », développe la figure du comité de gérance, en s'appuyant

sur un exemple récent : « Pour restaurer une zone humide, nous serons amenés à couper des arbres de la peupleraie. »

« C'est la preuve que Lu Picatau n'est pas là pour mettre les forêts sous cloche », renchérit Julia Demarque, la graphiste de Piégut-Pluviers. « Par l'achat de parcelles dont l'utilité écologique est à préserver ou à restaurer en s'éloignant des seuls intérêts économiques, le GFC a pour objectif d'offrir une autre vision de la gestion forestière qui privilégie la sylviculture douce »,

complète Antoine Bachmann, un ancien étudiant du master des arts décoratifs de Nontron (24) qui a rejoint Lu Picatau à l'automne. « On n'imagine pas à quel point une exploitation intensive des bois a une incidence sur nos vies. Il y a quelques années, des coupes rases ont entraîné directement une pollution dans l'usine de captage d'eau potable du secteur, mettant à l'arrêt l'usine et occasionnant des frais pour la collectivité », conclut Marguerite Villedey.